

Syfia

International

agence de presse

L'Afrique soumet au G8 son « Plan Marshall »

(Syfia Suisse) Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), qui sera discuté, début juin, au Sommet du G8 d'Evian, prétend sortir de la rhétorique pour un « décollage organisé » du continent. En échange de sa « bonne conduite ». Vision ou illusion ? Des personnalités africaines s'expriment.

Malgré les promesses des réunions précédentes du G8, les quatre cinquièmes les plus pauvres de la population mondiale n'ont pas obtenu grand chose. Leur dette de 2000 milliards de dollars reste un boulet ; les marchés du Nord se protègent toujours contre leurs produits ; leurs paysans sont ruinés par les excédents agricoles subventionnés des pays riches ; la fuite des capitaux, les pratiques fiscales des multinationales et les paradis fiscaux privent leurs Etats de ressources pour se développer...

Toutes ces distorsions font perdre à 120 pays pauvres dix fois les miettes qu'ils reçoivent au titre de l'aide au développement. Et les sommes promises-jurées pour juguler le Sida ou rendre les médicaments essentiels accessibles ne sont toujours pas arrivées. Etc, etc. Quant à l'Afrique et ses 782 millions d'habitants, on peut mesurer ainsi son exclusion : elle ne représente que 2 % des richesses mondiales (Pib) contre 80% pour les pays du G8.

Pourtant, la remise en question du système mondial n'est pas l'objet du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), qui demande des engagements concrets, c'est-à-dire une aide supplémentaire au Sommet des huit pays les plus puissants de la planète, début juin à Evian. Ces demandes sont regroupées dans une sorte de « Plan Marshall » destiné à remettre à flot le continent : les pays riches feront un effort à condition que les Etats africains améliorent leur gestion interne.

« Décollage organisé »

Le Nepad a été proposé il y a deux ans par les leaders de cinq pays : Afrique du Sud, Sénégal, Nigeria, Algérie, Egypte. Le président sénégalais Abdoulaye Wade y voit un « décollage organisé » qui englobe enfin tous les problèmes du continent : guerres, sida, dette, infrastructures, information, éducation, environnement, eau, corruption... Tout pays respectant les règles de « bonne gouvernance » qu'il aura décidé d'appliquer recevra des aides supplémentaires pour tenir le coup. Objectifs : croissance annuelle de 7 %, assistance de 64 milliards de dollars par an, intégration régionale et continentale (cf. encadré). Le Nepad comprend aussi une sorte de Conseil de sécurité pour prévenir, gérer et résoudre les conflits. Il prône la démocratie, l'Etat de droit, la transparence, l'ouverture économique et l'intégration régionale.

Un comité de vingt chefs d'Etats présidé par le Nigérian Olosegun Obasanjo pilote la mise en œuvre. Un « mécanisme d'examen par les pairs » permet aux Etats de soumettre volontairement leurs progrès ou échecs au jugement de leurs partenaires africains (20 pays seraient d'accord de s'y prêter – ce qui « faciliterait » l'obtention d'aide extérieure...). Ce beau programme a reçu l'aval de l'Union africaine (ex-OUA), la bénédiction du G8 l'an dernier, et le soutien déclaré du président français Jacques Chirac.

« Renaissance africaine » pour les uns. Soumission aux « diktats des maîtres du monde » pour les autres. Même si les avis divergent, personne ne souhaite l'échec de l'initiative malgré ses ambiguïtés. « C'est un effort systématique de tirer les leçons du passé, y compris la

responsabilité des élites et des sociétés africaines », explique le Sénégalais Pape Diouf, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) à Genève. Cet institut a invité des hauts fonctionnaires africains de l'Onu à analyser sans complaisance les atouts et les faiblesses du Nepad. Pour le panafricaniste camerounais Jean-Martin Tchatchet, le projet renoue avec les Etats-Unis d'Afrique rêvés par les pères de l'indépendance en 1960. Mais il se soumet humblement au modèle dominant, cette « mondialisation déloyale » qui maintient une Afrique peu industrialisée dans son rôle de fournisseur de matières premières mal payées : « *Et cet embryon de gouvernement panafricain est imposé d'en haut sans légitimité populaire, la société civile n'a pas été consultée* », conclut-il.

Le chaînon manquant

« *La dimension sociale est le chaînon manquant du Nepad* », ajoute le Sénégalais Assane Diop, haut fonctionnaire au Bureau international du travail. Il craint les espoirs déçus si ce projet – qui n'a pour l'heure aucun démarrage concret – échoue à créer des millions d'emplois urgents pour les jeunes.

Au moins, tout le monde souligne le mérite de cette nouvelle dynamique de réflexion issue de l'Afrique elle-même, qui rompt avec la langue de bois et veut aider le continent à se prendre en mains. Mais est-ce vraiment faisable avec la nature actuelle des Etats ? Beaucoup doutent de la capacité des présidents de juger leurs pairs ou de se soumettre à leurs critiques. Mutoy Mubiala (RDC), fonctionnaire au Haut Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme, déplore aussi le mandat fourre-tout du Nepad, alors que l'Union africaine, la Banque africaine et les organisations régionales ont déjà de la peine à montrer de l'efficacité. Il souhaite ainsi l'inclusion, dans l'évaluation des réformes menées par les Etats, de personnalités éminentes et d'organisations internationales, y compris le FMI et la Banque mondiale, capables de donner un regard extérieur.

A ce scepticisme s'ajoute le piètre bilan de la gestion africaine des récents conflits à Madagascar, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire. Mais les observateurs africains invités par l'IUED préfèrent accorder au Nepad le bénéfice du doute plutôt que de le bloquer par des critiques assassines. Ainsi le Malien Habib Ouane, directeur du département Pma à la Conférence des Nations Unies pour le développement (Cnuced), considère qu'il engendre un « cercle vertueux » dynamique et lance un défi aux pays riches : « *Ils ont intérêt à ce que l'Afrique s'en sorte... ne serait-ce que pour éviter des migrations massives* ».

Daniel Wermus

Les objectifs chiffrés du Nepad

- Croissance annuelle de 7% du Produit intérieur brut ;
- réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015* ;
- scolarisation primaire de tous les enfants en 2015 ;
- éliminer la disparité des sexes dans les écoles d'ici 2005 ;
- réduire de deux tiers la mortalité infantile d'ici 2015* ;
- réduire de trois quarts la mortalité liée à la maternité d'ici 2015* ;
- accès généralisé à la santé de base d'ici 2015 ;
- compenser les dégradations écologiques d'ici 2015.

* par rapport à 1990

Syfia International
20, rue du Carré-du-Roi
34000 Montpellier - France

Envoi n°03-21 – Mai 2003

www.syfia.com